

## HANTISES ET PERSPECTIVES

UN CONSTAT...

*Pour prendre prise avec le XXI<sup>ème</sup> siècle capitaliste.*

Faire lâcher prise aux pauvres, dont l'appareil de production capitaliste n'a plus besoin. Faire lâcher prise à ceux qui ont tenu une place centrale dans l'ancien appareil de production de biens et de services : paysans, ouvriers qualifiés, artisans, intellectuels...

Faire lâcher prise à une grande partie de la classe sociale dominante, l'essentiel des profits n'étant plus d'origines industrielles et agricoles. L'accumulation traditionnelle du capital par l'apparition en nombre de « petits accumulateurs de capitaux » ne permet plus d'assurer la survie du capital mondial dans sa lutte contre la baisse tendancielle des taux de profit. Voilà le but des maîtres du capitalisme au XXI<sup>ème</sup> siècle.

Aujourd'hui, l'apport massif d'argent en provenance de l'économie criminelle (mafia, drogue, prostitution, trafic d'organes...) dans les circuits traditionnels comble le manque en « oxygène » (en profit) dont a besoin le capital mondial pour circuler de plus en plus vite. Depuis que le mouvement d'accumulation primaire est trop lent pour assurer ses besoins, le capital en est réduit à se déplacer toujours plus vite, à vouloir des taux de profit toujours plus élevés à l'image des fonds de pensions qui justifient leur existence s'ils atteignent les sommets de 15 à 20% de profit.

Le bénéfice du travail productif est ainsi déchu des comptes du système. Place aux spéculations. Fusionner des entreprises, racheter une société pour la dépecer, racheter ses propres actions sur le marché, n'a jamais créé plus de richesse. Et tandis que la création de richesse pour la satisfaction des besoins humains s'épuise, la guerre économique-financière, elle, n'a de limite que dans l'autodestruction du système global.

*La production du pillage.*

Le fait que le capitalisme ne tire plus l'essentiel de ses profits des productions industrielles a changé une donnée fondamentale : celle de la main-d'œuvre.

Désormais les pays pauvres sont pillés de leurs personnels qualifiés pour faire tourner les infrastructures des pays riches. Médecins pakistanais, infirmiers serbes, informaticiens égyptiens, ingénieurs coréens... leurs compétences ne sont pas en cause, c'est leur usage qui est scandaleux. Moins payés que leurs homologues français. Moins chers pour l'État qui ne dépense rien pour leur formation professionnelle.

Cette démarche s'accompagne donc d'un désengagement de l'État Nation. Elle justifie également le bradage au privé les secteurs nommés non rentables. Les mêmes secteurs qui, il y a peu, étaient jugés stratégiques par ces mêmes États.<sup>1</sup>

*Mercenaires contre États Nations.*

La guerre d'Irak voit le retour en force des armées « mercenaires » ou « milices privées ». Cette solution économiquement rentable a l'avantage de permettre une double comptabilité macabre. Les soldats Sri lankais, Polonais ou Indonésiens engagés dans cette guerre ne meurent pas pour la mère patrie mais pour une poignée de dollars. Ils crèvent pour une société cotée en bourse sans être comptabilisés dans les effectifs des morts « officiels ». De la même manière, des grands groupes industriels et technologiques proposent leurs services pour des produits de « sécurité ». <sup>2</sup>

L'existence des États Nations héritée du passé ne se justifie dès lors plus, leurs fonctions régaliennes pouvant être assurées par le privé. Elle devient même un obstacle à la mise en œuvre du « tout au marché ! ».

Cette fin programmée des États Nations, et la multiplication des paradis fiscaux et « sociaux », ne va pas sans poser quelques problèmes à la classe bourgeoise. Elle-même subit de plein fouet cette mise en concurrence entre le médecin français et iranien, entre le commerçant et la chaîne de distribution à bas coût allemande, le gros paysan de la Beauce et l'industriel agroalimentaire brésilien disposant de terres immenses volées sur la forêt.

*La bourgeoisie est son propre péril.*

Dans sa folie, le système capitaliste en est arrivé à vendre de l'argent et à assurer des assurances. La production de biens matériels, culturels ou intellectuels est devenue marginale en valeurs relatives. Mais, elle reste décisive pour au moins deux raisons. Premièrement elle assure le renouvellement des biens et produits dont nous avons besoin et elle sert de volant d'entraînement aux 65 à 70% de l'économie parasite. Deuxièmement, le travail est plus important pour son rôle idéologique aliénant que pour ses résultats des productions.

Cette évolution du capitalisme de la production vers la finance pure est accompagnée de toute l'idéologie de la droite extrême : la religion (le bien et le mal) ; la famille (héritage et transmission du fruit du vol) ; et le travail des autres (eux apportent le capital). Le tout est évidemment garanti par la propriété privée, indispensable au bon fonctionnement des lois du marché et de celles de Dieu.

<sup>1</sup> Pour démanteler l'État Providence. L'éternelle quête du modèle étranger. Serge Halimi. Le Monde Diplomatique. Octobre 2005. Pages 8-9.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet l'article de Denis Duclos du Monde Diplomatique en Août 2005. Pages 16-17.

Face à cette évolution et à l'augmentation régulière de la masse des travailleurs pauvres, de véritables « villes fortifiées privées » où les riches se mettent à l'abri sortent de terre.

La croissance au prix du gaspillage des ressources naturelles de la planète conduit à marche forcée au blocage général de la vie en société ouverte. D'où l'apparition de ces sanctuaires fermés. Le capitalisme n'a plus de continents neufs et vierges à piller. Les ressources naturelles et la diversité biologique sont déjà atteintes dans leur fonctionnement et leur reproduction.

Nous n'allons pas à la catastrophe climatique, nous y sommes déjà. Nous n'allons pas dans le mur en chantant, nous y sommes. C'est un mur mou sans mémoire ni racine.

Ce constat d'échec de la société bourgeoise et de l'économie capitaliste est opposable à tous les courants qui se réclament de la lutte contre le capitalisme et qui parlent encore de libérer l'être humain de l'exploitation et de la servitude.

La perspective d'une autre société, fonctionnant selon d'autres critères que le profit, le marché et la croissance sans limite est plus que jamais d'actualité. Mais ce combat ne peut être mené au nom du développement des forces productives, au nom de la continuité des acquis capitalistes, au nom d'un siècle et demi d'échecs et de servitudes historiques conduisant à l'impasse où nous sommes.

... POUR CONSTRUIRE.

*Le bon usage.*

La formulation d'une nouvelle perspective de vie en société, sur une base égalitaire, assurant une répartition des richesses selon les besoins, est à proposer en parallèle à un bilan détaillé de deux siècles de barbarie capitaliste.

Cette nouvelle perspective fondée sur le « bon usage » des bien vitaux et sur la taxation des activités liées au mésusage se nourrira concrètement du combat pour la gratuité.

Refonder une perspective collective qui ne soit pas confiée au soin d'une avant-garde éclairée est une nécessité pour que l'espoir au quotidien puisse s'investir dans un projet politique cohérent pour toute l'Humanité. L'espoir n'est pas dans l'acte individuel qui laisse le système du profit en place. L'espoir n'est pas dans l'attente du grand soir qui était sensé tout résoudre. L'espoir d'un changement radical de société peut devenir concret par des propositions précises, applicables à brèves échéances et rentrant en contradiction immédiate avec le fonctionnement de la société capitaliste.

*Des perspectives de changements.*

Celles touchant aux gouvernements et à l'administration des populations sont importantes :

- \*Le principe d'un être humain une voix ,quelque soit la nationalité, du moment qu'il vit sur le territoire concerné par l'élection est à la base de toute représentativité .
- \*Un mandat par élu , sans possibilité de se représenter à tout autre mandat avant un temps d'interruption égal à la durée du mandat effectué .
- \*Elections à la proportionnelle intégrale , sans correctif .
- \*Rétribution de tous les élus sur la base du salaire moyen national (calculé , en tenant compte des aides sociales et des retraites des vieux )
- \*Suppression de tous les privilèges .
- \*Consultation par référendum , pour toutes les décisions engageant des choix de société, et des possibilités de risques technologiques
- \*Révocation immédiate de tout élu pris en flagrant délit de mettre en œuvre autre chose que le mandat sur lequel il a été élu .
- \*Arrêt des subventions (européennes,nationales, régionales, locales ) publiques à toutes les activités privées de nature commerciale , industrielle , et financière .
- \*Suppression de l'impôt inégalitaire qu'est la TVA ; et son remplacement par un impôt progressif sur le « mésusage » ( taxation des appartements laissés vacants plus de 6 mois dans l'année ; taxation des activités industrielles et privées polluantes : bateaux , avions, 4x4 et voiture de luxe ... )
- \*Création d'une banque publique , garantissant un fonctionnement en équilibre , sans profit ni spéculation . Possibilité de vivre sans compte en banque , donc possibilité de toucher salaires et pensions en liquide .

Cette liste n'est pas limitative ; et ces mesures ne sont pas de nature à réformer le capitalisme. Elles visent à rendre possible la transition vers une autre société .

L'économie doit relever du politique et non l'inverse . La lutte économique pour les salaires et l'aménagement des conditions de travail , aussi importante qu'elle ait été , n'a jamais remis en cause le fonctionnement du capitalisme et de la propriété privée. Un retour nostalgique aux années de plein emploi capitaliste , est une illusion entretenue par tous ceux qui ont intérêt à la survie du système : « que l'esclavage était beau ,quand nous avions de bons maîtres ! »

Le rapport au travail et aux revenus ne peut être envisagé comme il l'est depuis deux siècles . Le travail asservissant l'individu , il ne peut être le centre de la vie ,et le moteur de tous les liens sociaux . La part de travail indispensable à la vie en société doit être répartie entre tous ,sans exception . Les revenus , les moyens d'existence , peuvent être

garantis (salaire universel ..) par une redistribution des richesses existantes , et par l'application du principe de gratuité pour tous les besoins vitaux des individus.

Une des causes principales des violences et des injustices , est la propriété privée . En supprimant la propriété privé qui est le vol originel , la cause majeure des violences tombe . L'énergie consacrée à se battre pour s'approprier de quoi survivre , pourra être utilisée de façon collective et constructive .

Le capitalisme est à supprimer de la planète ; cela ne se fera pas partout à la même vitesse, d'où la mise en place progressive de mesures bilatérales entre les pays engagés dans ce processus pour se libérer des contraintes et garantir cette évolution .

Le 27 Mai 2007